

REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI

2006-201

Décret n° abrogeant et remplaçant le décret 98-399 du 5 mai 1998 fixant les modalités de création, d'organisation et de fonctionnement des Agences régionales de développement

Le Président de la République

VU la Constitution ;
VU la loi n° 96-06 du 22 mars 1996 portant Code des Collectivités Locales ;
VU la loi n° 96-07 du 22 mars 1996 portant transfert de compétences aux Régions, aux Communes et aux Communautés Rurales ;
VU la loi n° 2001-09 du 15 Octobre 2001 portant loi organique relative aux lois de finances ;
VU le décret n° 66-510 du 4 juillet 1966 fixant le régime financier des Collectivités Locales ;
VU le Décret n° 2003-101 du 13 mars 2003 portant règlement général sur la Comptabilité publique ;
VU le décret n° 2004-561 du 21 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 2006-01 du 1^{er} février 2006 mettant fin aux fonctions de ministres et nommant de nouveaux ministres et fixant la composition du gouvernement
Vu le Décret n° 2006-93 du 02 février 2006 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les Ministères ;

SUR le rapport du Ministre d'Etat, Ministre des Collectivités locales et de la Décentralisation :

DECRETE

CHAPITRE PREMIER : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Les Collectivités Locales de chaque Région créent entre elles à l'initiative de leurs organes délibérants, un organe doté de la personnalité morale et jouissant d'une autonomie administrative et financière dénommée Agence Régionale de Développement (ARD).

Article 2 :

L'ARD a pour mission générale la coordination et l'harmonisation des interventions et initiatives des collectivités locales en matière de développement local. De façon spécifique, elle est chargée de :

- l'appui et la facilitation à la planification du développement local ;
- la mise en cohérence des interventions entre collectivités locales d'une même région d'une part et avec les politiques et plans nationaux d'autre part ;
- le suivi évaluation des programmes et plans d'actions de développement local.

Article 3 : Les organes de l'Agence Régionale de développement sont :

- le conseil d'administration ;
- le Président du conseil d'administration ;
- le Directeur de l'Agence.

CHAPITRE II : DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE :

SECTION 1 : COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 4 :

Sont membres du Conseil d'Administration de l'Agence :

- Le Président du Conseil Régional
- Les Maires de villes et d'arrondissement
- Les Présidents de Conseil Rural
- Le Président du Comité économique et social

Les membres du Conseil d'administration sont désignés pour une durée égale à leur mandat qui expire en même temps que celui des conseillers régionaux, municipaux et ruraux.

Un arrêté du représentant de l'Etat auprès de la région fixe la liste nominative des membres du conseil d'administration de l'agence régionale de développement conformément aux choix opérés par les organes délibérants des collectivités locales.

Lorsqu'un membre perd la qualité pour laquelle il a été nommé, il est déclaré démissionnaire par arrêté du Gouverneur. Son remplaçant est désigné dans les mêmes formes.

Si la démission est volontaire, le remplacement s'effectue également dans les mêmes formes.

Article 5

Les fonctions de membres du conseil d'administration de l'ARD sont assujetties à des indemnités de transport et de restauration équivalentes au barème approuvé par le conseil d'administration.

SECTION 2 : FONCTIONNEMENT ET COMPETENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 6 : L'agence est dirigée par un conseil d'administration. Le président du conseil régional en est le président de droit. Le Directeur de l'Agence assure le secrétariat des réunions du conseil d'administration.

Le président du conseil d'administration dispose de deux adjoints qui ont la qualité de vice président, ils sont élus parmi les exécutifs des deux catégories de collectivités autres que celle dont le président du conseil d'administration est issu.

Le conseil d'administration se réunit dans les conditions de quorum égal au moins à deux tiers des membres du conseil.

Au cas où le quorum n'est pas atteint, le conseil d'administration se réunit à nouveau dans un délai de huit jours et délibère sans condition de quorum.

Les décisions du conseil, dans les trois cas, sont prises à la majorité simple des présents sauf pour l'élection de son bureau. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Le conseil d'administration est compétent pour :

- décider de la politique générale de l'Agence ;
- approuver les actes et conventions passés par l'Agence ;
- voter le budget, approuver les comptes ;
- nommer le Directeur et mettre fin à ses fonctions dans les conditions fixées à l'article 8 du présent décret ;
- établir le règlement intérieur ;
- approuver le rapport moral et financier établi après chaque exercice par le Directeur ;
- approuver le programme annuel d'activité proposé par le Président du conseil.

Le représentant de l'Etat auprès de la région assiste de droit aux réunions du conseil d'administration ou s'y fait représenter.

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par trimestre, sur convocation de son président.

CHAPITRE III : DU PRESIDENT DU CONSEIL D' ADMINISTRATION

Article 7 : le président du Conseil régional préside le conseil d'administration de l'agence.

Il soumet au conseil d'administration, à l'occasion de l'examen du budget, un rapport sur la politique et le programme d'activité de l'agence pendant l'exercice à venir. Ce rapport est adressé par le président à chacun des organes exécutifs des Collectivités locales, membres de l'agence, au moins quinze jours avant la date du conseil d'administration.

Il propose au conseil d'administration la nomination du directeur et, le cas échéant, sa révocation.

Le président représente l'agence en justice et en rend compte au conseil d'administration.

CHAPITRE IV : DU DIRECTEUR DE L'AGENCE

Article 8 : Le Directeur de l'ARD est nommé par le Conseil d'Administration après un processus de sélection compétitive. Il doit satisfaire aux conditions suivantes :

- être de nationalité sénégalaise ;
- jouir de ses droits civiques ;
- être fonctionnaire de la hiérarchie A ou de niveau équivalent et disposer d'au moins cinq années d'expérience professionnelle ;
- être de bonne moralité ;
- être apte physiquement pour l'exercice de ses fonctions.

Il peut être révoqué par le conseil d'administration, sur proposition de son président, pour l'un des motifs suivants :

- insuffisance professionnelle dûment constatée ;
- manquement aux obligations professionnelles et déontologiques dûment constatés ;
- actes d'indiscipline ;
- ne plus répondre à l'un des critères de nomination fixés ci-dessus.

Les fonctions de directeur sont incompatibles avec celles d'élus.

Le directeur assiste, avec voix consultative, aux réunions du bureau. Il est ordonnateur du budget, passe tous les actes et contrats et dirige les activités de l'agence dans le cadre des orientations générales fixées par le conseil d'administration.

Il présente annuellement au conseil d'administration un rapport sur sa gestion.
Il veille à l'exécution des engagements contractuels de l'agence.

En cas d'absence du directeur, ses pouvoirs sont assurés par l'un de ses collaborateurs désignés par le président du conseil d'administration.

Le directeur a autorité sur les services. Il est le supérieur hiérarchique du personnel, les agents cadres sont recrutés dans les mêmes conditions que lui et sont régis par les dispositions statutaires de droit commun.

CHAPITRE V : DES RESSOURCES DE L'AGENCE ET DE LEUR UTILISATION

SECTION 1 : RESSOURCES DE L'AGENCE

Article 9 : les ressources de l'agence comprennent :

- les contributions des Collectivités locales membres de l'agence ;
- les subventions, dons, legs et libéralités
- de l'appui budgétaire extérieur ;

Les contributions des Collectivités Locales membres de l'agence sont fixées par le Conseil national de développement des collectivités locales.

Ces contributions entrent dans le budget de fonctionnement de l'ARD et à ce titre sont des dépenses obligatoires pour les collectivités locales membres.

SECTION 2 : UTILISATION DES RESSOURCES

Article 10 : les contributions des collectivités locales, membres de l'agence, les subventions, dons, legs et libéralités sont entièrement utilisés au seul bénéfice des collectivités locales et au fonctionnement de l'agence.

CHAPITRE VI : DE LA COMPTABILITE ET DU CONTROLE DE L'AGENCE

SECTION 1 : LA COMPTABILITE

Article 11 : le directeur de l'agence tient une comptabilité régulière des comptes, conformément aux lois et règlements en vigueur au Sénégal.

SECTION 2 : LE CONTROLE

Article 12 : Les agences régionales de développement sont soumises aux lois et règlements applicables aux établissements publics nationaux et locaux. Des dispositions dérogatoires peuvent leur être accordées dans la gestion de leurs ressources en vue de leur fonctionnement efficient.

CHAPITRE VII : DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 12: sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, notamment le décret n°98-399 du 5 mai 1998

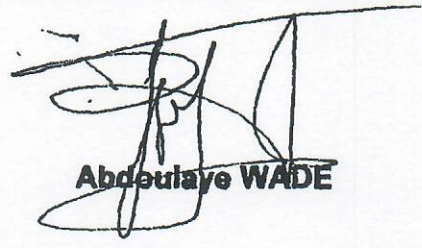
Article 13: Le Ministre d'Etat, Ministre des Collectivités locales et de la Décentralisation, le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Dakar, le 2 mars 2006

Par le Président de la République
Le Premier Ministre



Macky SALL



Abdeulaye WADE

Analyse : Arrête n°
instituant un Comité de
Pilotage du Programme
National de Développement Local

Le Premier Ministre

Vu la Constitution, notamment en ses articles 43 et 76 ;
Vu le Décret n° 2004-561 du 21 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le Décret n° 2006-91 du 01^{er} février 2006 mettant fin aux fonctions de Ministre, nommant de nouveaux Ministres et fixant la composition du Gouvernement ;

A R R E T E

Article premier : Il est créé, sous la présidence du Premier Ministre, un Comité de Pilotage du Programme National de Développement Local (CP/PNDL).

Article 2 : le Comité de Pilotage est chargé du suivi et de la mise en œuvre Programme National de Développement Local (PNDL). Il assure un rôle d'orientation, d'impulsion, d'information. A ce titre, il approuve le plan d'action et le budget annuels

Article 3 : conformément à la stratégie de développement local participatif, le Comité de pilotage sert de cadre de discussion des mesures institutionnelles favorables à une bonne exécution et la réalisation des objectifs du programme.

le Comité de Pilotage du Programme National de Développement Local est présidé par le Premier Ministre et comprend :

- Le Ministre d'Etat, Ministre chargé des Collectivités locales et de la Décentralisation, vice président
 - Le Ministre chargé de l'Economie et des finances, membre ;
 - Le Ministre chargé des Infrastructures, de l'Equipement, des Transports terrestres et des Transports maritimes intérieurs, membre ;
 - Le Ministre chargé de l'Intérieur, membre ;
 - Le Ministre chargé de l'Education, membre ;
 - Le Ministre chargé de la Santé et de la Prévention médicale, membre ;
 - Le Ministre chargé de l'Agriculture, de l'Hydraulique rurale et de la Sécurité alimentaire, membre ;
 - Le Ministre chargé de la Coopération internationale et de la Coopération décentralisée, membre ;

- Le Ministre chargé de la femme, de la famille et du développement social, membre ;
- Le Ministre chargé de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire, membre ;
- Le Ministre chargé de la prévention, de l'hygiène publique, de l'Assainissement et de l'Hydraulique urbaine, membre ;
- Le Ministre chargé de l'Environnement et de la Protection de la Nature, membre ;
- Le Ministre chargé des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Entreprenariat féminin et de la Micro-finance, membre ;
- Le Président de l'Association des Présidents de Conseil régional, membre ;
- Le Président de l'Association des Maires du Sénégal, membre ;
- Le Président de l'Association nationale des conseillers ruraux, membre ;
- Un représentant des Universités, membre ;
- Un représentant de la Société Civile.

Le Comité de Pilotage du Programme National de Développement Local peut s'adjoindre toute autre compétence qu'il juge nécessaire à la réalisation de ses objectifs.

Article 4 : le Comité de Pilotage se réunit au moins une fois par semestre pour étudier et approuver les plans d'actions, les budgets et les rapports. Il peut également se réunir toutes les fois que son président le jugera nécessaire.

Article 5 : Pour assurer la permanence de sa mission et l'exécution des décisions, le Comité de Pilotage du PNDL dispose d'un Secrétariat Exécutif placé sous l'autorité du président.

Il est chargé d'assurer, pour le compte du Président, la coordination et le suivi des activités de promotion, de mise en œuvre de suivi et d'évaluation du Programme National de Développement Local.

Le secrétariat exécutif est dirigé par un Secrétaire Exécutif, placé sous l'autorité du Premier Ministre. Le Secrétaire Exécutif prépare et tient les comptes rendus des réunions du Comité de Pilotage.

Article 6 : Pour l'exécution de ses missions, le Secrétaire Exécutif dispose de ressources humaines et de moyens financiers et matériels fournis par l'Etat et les partenaires extérieurs.

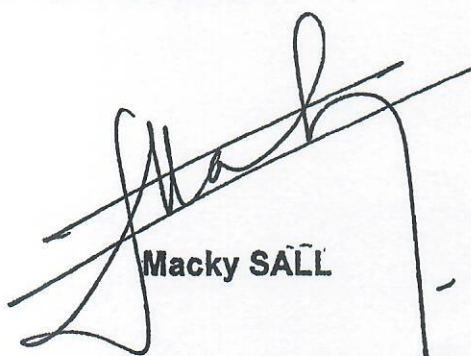
Article 7 : Le secrétaire exécutif a pour missions de :

- organiser et gérer le secrétariat exécutif
- assurer la responsabilité pour tous les travaux préparatoires à la mise en œuvre du programme ;
- coordonner la planification et l'exécution du programme en relation avec les structures d'exécution des composantes du programme

(ministères, associations d'élus locaux et agences régionales au développement) ;

- faire la promotion du programme auprès des bailleurs de fonds et rechercher les financements additionnels nécessaires au programme ;
- assurer la responsabilité pour la préparation, des rapports de gestion, suivi et évaluation du programme conformément aux stipulations des accords de crédit ou de dons conclus entre le Gouvernement et les partenaires au développement ;
- consolider le programme de travail annuel et son budget pour sa présentation au Comité de pilotage ;
- produit des rapports réguliers sur le programme dont un rapport annuel ;
- assurer le respect des normes et directives ainsi que la mise en application des procédures du programme ;
- assurer la responsabilité de la gestion financière du programme et des comptes spécifiques des composantes du PNDL ;
- assurer le suivi de la production par les structures d'exécution du programme des rapports semestriels des états d'avancement de l'exécution physique et financière, des budgets, des rapports trimestriels, annuels, rapports d'audits et autres rapports requis conformément aux termes et conditions des accords de crédit ou de dons ;
- organiser les réunions du comité de pilotage en rapport avec son Président ;
- assurer la coordination entre les bailleurs de fonds du programme.

Article 8 : Le présent arrêté sera publié au journal officiel.



Macky SALL

Décret n° 2004-104

abrogeant et remplaçant le décret n° 2000-686 du 03 août 2000 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence Autonome des Travaux routiers (AATR)

Le Président de la République,

- Vu la Constitution, notamment en ses articles 43, 44 et 76 ;
Vu le décret n° 2002-50 du 24 Janvier 2002 portant organisation du Ministère de l'Équipement et des Transports ;
Vu le décret n° 2002-550 du 30 mai 2002 portant Code des marchés publics ;
Vu le décret n° 2003-665 du 25 août 2003 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le décret n° 2003-666 du 27 août 2003 portant nomination des Ministres, modifié par le décret n° 2003-671 du 28 août 2003 ;
Vu le décret n° 2003-677 du 02 septembre 2003 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des Sociétés à Participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les Ministères ;
Vu le décret n° 2003-715 du 26 septembre 2003 relatif aux attributions du Ministre des Infrastructures, de l'Équipement et des Transports ;
Vu le décret n° 2004-85 du 26 janvier portant désignation du Ministre chargé de l'intérim du Premier Ministre ;
Sur le rapport du Ministre des Infrastructures, de l'Équipement et des Transports ;

DECRETE

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Il est créé une unité autonome de service, dénommée Agence autonome des Travaux routiers, en abrégé "AATR", chargée de la mise en œuvre des travaux de construction, d'entretien et de réhabilitation du réseau routier à la charge de l'Etat dit « Réseau routier classé ». L'AATR est placée sous l'autorité du Ministre chargé des routes.

Article 2 : Pour accomplir ses missions, l'Agence autonome des Travaux routiers travaille en cohérence et en complémentarité avec les services routiers du Ministère chargé des routes, pour améliorer la qualité et les performances du réseau routier. Dans ce cadre, l'AATR est chargée :

- Sur le plan général, de la gestion du réseau routier à la charge de l'Etat ainsi que de la maîtrise d'ouvrage déléguée des travaux routiers sur ledit réseau, conformément à la Lettre de Mission et aux lettres d'objectifs annuels qui lui sont assignées.

En outre, l'AATR propose au Ministre chargé des routes, à sa demande, des orientations et contribue à l'accomplissement de toute mission d'intérêt public dans le secteur routier.

- Sur le plan particulier, de la réalisation des opérations sur le réseau routier classé à la charge de l'Etat. A ce titre, elle est chargée :
 - de mettre en place et de gérer une banque de données routières, en collaboration avec les services routiers du Ministère ;

- d'approuver le budget de l'Agence et les comptes financiers ;
- de proposer un projet de Lettre de Mission et des projets de lettres d'objectifs annuels de l'AATR et de les faire approuver par le Ministre chargé des routes ;
- d'examiner, d'adopter et de soumettre à l'approbation officielle des Ministres chargés des routes et des finances le Manuel de Procédures de l'AATR ;
- de veiller au respect des programmes, des procédures de passation des marchés et d'utilisation des ressources allouées à l'AATR, et de proposer des améliorations, si nécessaire ;
- de procéder aux audits techniques, financiers et de passation des marchés, au moins une fois par an, des activités de l'AATR et d'en faire rapport au Ministre chargé des routes ;
- d'établir des rapports périodiques à l'intention du Ministre chargé des routes sur l'exécution de la Lettre de mission, des lettres d'objectifs annuels, du plan d'actions ou de travail annuel de l'AATR, du Programme triennal glissant (PTG) de travaux routiers, du Programme d'Entretien routier annuel (PERA), et sur le suivi des indicateurs de performance de l'AATR ;
- d'examiner et d'adopter le rapport annuel d'activités et les rapports périodiques du Directeur général de l'AATR ;
- de soumettre au Ministre chargé des Routes, toutes propositions ou recommandations susceptibles d'améliorer la gestion et les performances des infrastructures routières ;
- d'entreprendre toute action ou étude et de prendre toute mesure qu'il jugera utile pour l'accomplissement de ses missions ou pour s'assurer du respect par les employés de l'AATR, des dispositions réglementaires et particulières la régissant.

Article 6 : Le Conseil des Routes est composé des représentants des pouvoirs publics, du secteur privé et des usagers de la route.

Le Conseil des routes est composé comme suit :

- un représentant de la Présidence de la République ;
- un représentant de la Primature ;
- un représentant du Ministère chargé des routes ;
- un représentant du Ministère chargé des finances ;
- un représentant du Ministère chargé de l'environnement et de l'assainissement ;
- un représentant des organisations de transporteurs routiers de voyageurs ;
- un représentant des organisations de transporteurs routiers de marchandises ;
- un représentant des associations de consommateurs ;
- un représentant des organisations patronales ;
- une personnalité choisie par le Ministère chargé des routes, en raison de ses compétences en matière routière.

Le Président du Conseil des Routes est nommé par décret, sur proposition du Ministre chargé des routes.

Les autres membres du Conseil des Routes sont nommés par arrêté du Ministre chargé des routes.

CHAPITRE IV

PERSONNEL

Article 19 : Pour accomplir ses missions, l'AATR peut employer :

- le personnel recruté directement ;
- les fonctionnaires et autres agents de l'Etat, en position de détachement.

Ces personnels sont recrutés conformément au manuel de procédures et sont régis par les dispositions du Code du travail.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS FINALES

Article 20: Les membres du Conseil des Routes et le personnel sont tenus à l'obligation de réserve et au respect du secret professionnel pour les informations, faits, actes et renseignements dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 21: Le présent décret abroge toutes les dispositions antérieures contraires, notamment le décret n° 2000-686 du 03 août 2000 relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence autonome des Travaux routiers.

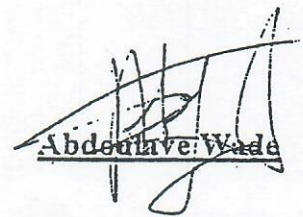
Article 22 : Le Ministre des Infrastructures, de l'Equipement et des Transports et le Ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République du Sénégal.

Fait à Dakar, le 06 février 2004

Par Le Président de la République
Pour le Premier Ministre
Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur
chargé de l'intérim



Macky SALL



Abdoulaye Wade

Analyse : Arrêté portant
nomination du Secrétaire Exécutif
du Programme National de
Développement Local (PNDL)

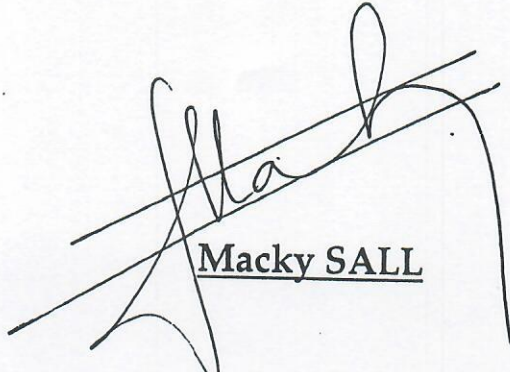
Le Premier Ministre

- Vu la Constitution, notamment en ses articles 43 et 76
- Vu le décret n° 2004-561 du 21 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le décret n° 2006-91 du 1^{er} février 2006 mettant fin aux fonctions de Ministres, nommant de nouveaux Ministres et fixant la composition du Gouvernement;
- Vu le décret n° 2006-93 du 02 février 2006 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la présidence de la République, la Primature et les Ministères ;
- Vu l'arrêté n°1334 du 22 février 2006 instituant le Comité de Pilotage du Programme National de Développement Local (PNDL) ;

A R R E T E

Article premier : Monsieur Cheikh Awa Balla FALL est nommé Secrétaire Exécutif du Programme National de Développement Local (PNDL).

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au Journal officiel.


Macky SALL

REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE
DES FINANCES

DIRECTION DE LA DETTE
ET DE L'INVESTISSEMENT

1)°...../MEF/DGF/DDI

2134
Dakar, le

27 AVR. 2004

Le Directeur

//-) Madame le Directeur Général de
l'Agence du Fonds de Développement
Social (AFDS)

DAKAR

OBJET : Amendement de l'Accord de Crédit N°3446-SE
« Agence du Fonds de Développement Social »

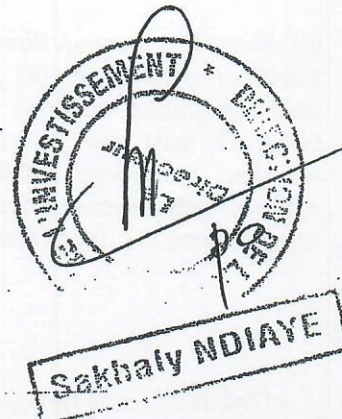
Madame le Directeur Général,

Je vous prie de trouver, ci-joint, photocopie du document relatif à l'amendement
rappelé en objet.

Comme souhaité, il a été signé par les autorités compétentes.

Veillez agréer, Madame le Directeur Général, l'assurance de ma considération
distinguée.

P. J. :1



ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige pouvant naître de l'exécution du présent protocole d'accord sera réglé à l'amiable ou porté devant les autorités de tutelle du PAPEL et de l'AFDS.

ARTICLE 10 : ENTREE EN VIGUEUR

Le présent protocole d'accord entre en vigueur dès sa signature par les deux parties.

Fait à Dakar, le13/01/06.....

Pour le PAPEL

Le Directeur



Dr Mouhamadou Moustapha DIAW

Pour AFDS

La Directrice Générale



Madame Khardiata Lô NDIAYE

ANNEXE

The World Bank

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT
INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

1818 H Street N.W.
Washington, D.C. 20433
U.S.A.

(202) 473-1000
Cable Address: INTBAFRAD
Cable Address: INDEVAS

le 9 juillet 2004

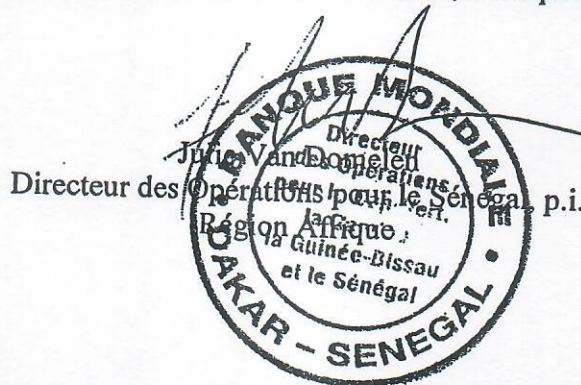
Son Excellence Monsieur Abdoulaye Diop
Ministre de l'Economie et des Finances
Dakar
République du Sénégal

Monsieur le Ministre,

*Objet : Projet de Fonds de Développement Social (Crédit No. 3446-SE)
Extension de la Date de Clôture*

En réponse à votre lettre du 1^{er} décembre 2003, et aux recommandations de la Revue à mi-parcours de juin 2003, l'Association Internationale de Développement (l'Association), fixe par la présente le 31 décembre 2005 comme nouvelle date de clôture aux fins d'application de la Section 2.03 de l'Accord de Crédit de Développement signé le 22 février 2001 entre la République du Sénégal et l'Association.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de notre haute considération.



Ampliation :

- Madame Khardiata Lô Ndiaye, Directeur General, AFDS
- Monsieur Paulo Gomes, Administrateur, Banque mondiale

“2. Prior Review

“(a) With respect to each contract for the employment of consulting firms estimated to cost the equivalent of \$200,000 or more, the procedures set forth in paragraphs 1, 2 (other than the third subparagraph of paragraph 2(a)) and 5 of Appendix 1 to the Consultant Guidelines shall apply.

(b) With respect to each contract for the employment of individual consultants estimated to cost the equivalent of \$100,000 or more, the qualifications, experience, terms of reference and terms of employment of the consultants shall be furnished to the Association for its prior review and approval. The contract shall be awarded only after the said approval shall have been given.”

3. Paragraph 2 (a) of Part C of Schedule 2 to the Project Agreement is amended to read as follows:

“(a) financing shall be on a grant basis, not to exceed \$8,000 equivalent per Grant;”

4. Paragraph 1 (a) under “Terms and Conditions of Participation Agreements”, Part D, Schedule 2 to the Project Agreement is amended to read as follows:

“(a) financing shall be on a grant basis, not to exceed \$150,000 equivalent per Grant;”

5. Performance indicator 1.3 in Schedule 3 to the Project Agreement is deleted.

Please confirm your agreement to the proposed amendment by countersigning and dating the form of confirmation on the three original copies of this letter and returning one countersigned copy to us. Upon receipt by the Association of the copy of this letter countersigned by both of you, this amendment shall become effective as of the date of countersignature of this letter by the authorized representative of the Borrower, or as of the date of countersignature by the authorized representative of SFMA, whichever is the later.

Sincerely,



CONFIRMED
REPUBLIC OF SENEGAL

By: ~~Le Ministre Délégué~~ auprès
Authorized Representative of the Ministry of Economy and
Finance and Budget

Date:

23 AVR. 2004

Cheikh Hadjiou SOUMARE



ANNEXE

BANQUE MONDIALE
Bureau régional (Sénégal, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Niger)

March 2, 2005

His Excellency Abdoulaye Diop
Minister of Economy and Finance
Dakar
Republic of Senegal

Madame Khardiata Lô Ndiaye
Association pour le Fonds de Développement Social (AFDS)
Dakar
Republic of Senegal

*Re: JSDF Grant for the Social Development Fund Agency
Casamance Program Grant Number TF054216*

Excellency,

I am writing on behalf of IDA to indicate IDA's agreement, as administrator of grant funds provided by Japan under the Japan Social Development Fund, to make a grant in an amount not exceeding one million nine hundred sixty-seven thousand and two hundred United States Dollars (US\$1,967,200) (the Grant) to the *Association pour le Fonds de Développement Social* (AFDS) (the Recipient) for the benefit of the Republic of Senegal (the Beneficiary).


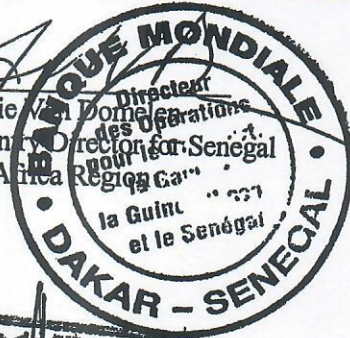
The Grant is made in response to the Beneficiary's request for financial assistance for the project described in paragraph 1.2 of the Annex to this Letter Agreement (the Project) and on the terms and conditions set forth in the said Annex. The Recipient represents, by confirming its agreement below, that it is authorized to contract and withdraw the Grant for the said Project and on the said terms and conditions.

The Republic of Senegal hereby confirms its support for, and its commitment to, the objectives of the Project to be financed by the Grant, and to this end, hereby undertakes to take all action necessary or appropriate to enable the Recipient to carry out its obligations set forth in this Letter Agreement and the Annex and Attachments hereto.

Please note that it is IDA's policy to make publicly available this Letter Agreement and any information related thereto, after this Letter Agreement has become effective and the Recipient has given its consent to such disclosure. The Recipient, by countersigning this Letter Agreement, confirms its consent to such disclosure.

Please confirm your agreement with the foregoing, on behalf of the Beneficiary and on behalf of the Recipient, respectively, by signing, dating, and returning to us one of the enclosed copies of this Letter Agreement. Upon receipt by IDA of the copy of this Letter Agreement countersigned by you, this Letter Agreement will become effective as of the date of the countersignature of this Letter Agreement by the authorized representatives of the Republic of Senegal, or as of the date of countersignature by the authorized representative of the Recipient, whichever is the later.

Very truly yours,
INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

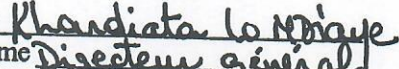
By 
Julie Van Dorn
Acting Country Director for Senegal
Africa Region
Director
des Opérations
pour le Sénégal
la Guinée
et le Sénégal


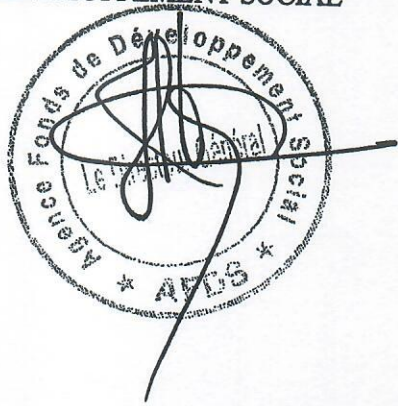
AGREED:
REPUBLIC OF SENEGAL

By _____
Name _____
Title _____
Date: 22 MARS 2005


Le Ministre de l'Économie
et des Finances
Abdoulaye DIOP

AGREED:
ASSOCIATION POUR LE FONDS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL

By 
Name Khadiata Lo Ndiaye
Title Directeur général
AFDS
Date: 29/03/2005





Objectives, Terms, and Conditions of the Grant

1. Objectives and Description of the Project

1.1. The objectives of the Project are to: (i) improve access to social services and economic opportunities by the poorest communities in the post-conflict areas of Casamance; (ii) strengthen community capacity in accordance with community development strategies; and (iii) test innovative approaches for expanding community development programs developed in non-conflict settings into the unique context of the Casamance. This Grant will also complement the IDA-financed Social Development Fund Project (P041566 - Cr. 3446 SE).

1.2. The Project consists of the following Parts, each of which includes the following activities:

Part A: Grants for Basic Social Services and Income Generation

Provision of community grants to finance subprojects for: (i) basic social services and infrastructure, or (ii) income generating activities, in accordance with Attachment I to this Annex. This component is estimated to cost the equivalent of US\$1,642,000.

Part B: Community Facilitation and Grassroots Management Support

Building capacity for the identification, preparation, implementation and monitoring of subprojects, through: (i) training of community key members in subproject implementation aspects, including community-based financial management and procurement, organizational strengthening, and operations and maintenance; (ii) support to facilitate the participatory subproject identification, preparation and implementation; and (iii) support for development of business plans and access to microfinance services for income generating subprojects, through technical advisory services and training. This component is estimated to cost the equivalent of US\$263,200.

Part C: Monitoring and Evaluation

Carrying out of a beneficiary assessment to ascertain the level of social capital and trust within affected communities and measure impacts of the subprojects on access to social service and economic opportunities. This component is estimated to cost the equivalent of US\$40,000.

Part D: Project Management

Provision of incremental supervision costs for AFDS and completion of the audit of the Grant. This component is estimated to cost the equivalent of US\$22,000.

2. Implementation Generally

2.1. The Recipient shall: (a) carry out the Project with due diligence and efficiency; (b) promptly provide the funds, facilities, services and other resources required for that purpose; (c) furnish all information covering the Project and the use of the proceeds of the Grant as IDA shall reasonably request; (d) from time to time exchange views with IDA's representatives on the progress and results of the Project; (e) take all necessary measures required to enable IDA to visit the territory of the Republic of Senegal for purposes related to the Grant; and (f) cause all services financed out of the proceeds of the Grant to be used exclusively for the purposes of the Project. Without limitation on the foregoing, the Recipient shall, if IDA shall so request, prepare and furnish to IDA promptly upon completion of the Project a report, in form and substance satisfactory to IDA, on the results and impact of the Project.

2.2. The Recipient shall provide the grants for Part A of the Project in accordance with guidelines, criteria, and procedures acceptable to IDA including, but not limited to, the provisions of Attachment I to this Annex.

3. Procurement

3.1. Except as IDA shall otherwise agree, procurement of the services required for the carrying out of the Activities and to be financed out of the proceeds of the Grant shall be governed by the provisions of Attachment II to this Annex, as said provisions may be further elaborated in a procurement plan approved by IDA (the Procurement Plan), covering the initial 18 month (or longer) period of implementation of the Activities. The Recipient shall update the Procurement Plan in accordance with guidelines acceptable to IDA, and furnish such update to IDA not later than 12 months after the date of the preceding Procurement Plan, for IDA's approval.

4. Withdrawal of Grant Proceeds

4.1. The amount of the Grant shall be credited to an account opened by IDA on its books in the name of the Recipient (the Grant Account), and may be withdrawn therefrom by the Recipient in accordance with the provisions of this Section 4, for expenditures in respect of the reasonable cost of services required for the Project and to be financed out of the proceeds of the Grant.

4.2. The table below sets forth the Categories of items to be financed out of the proceeds of the Grant, the allocation of the amounts of the Grant to each Category, and the percentage of expenditures for items so to be financed in each Category:

Category	Amount of the Grant Allocated (in US Dollars)	% of Expenditures to be Financed
(1) Consultants' services and audit	261,200	100%
(2) Training	48,000	100%
(3) Sub-Grants	1,642,000	100% of amounts disbursed
(4) Supervision costs for AFDS (Local travel and subsistence)	16,000	100%
TOTAL	\$1,967,200	

4.3. Notwithstanding the provisions of paragraph 4.2 above:

(a) No withdrawals shall be made from the Grant Account: (i) for payments made for expenditures prior to the date of signature of this Letter Agreement by IDA; (ii) before a schedule to the Procedures Manual, setting out the procurement and disbursement procedures and eligibility criteria for the Subprojects to be financed by the Grant, has been executed, in form and substance satisfactory to IDA; or (ii) for the purpose of any payment to persons or entities, if such payment, to IDA's knowledge, is prohibited by a decision of the United Nations Security Council taken under Chapter VII of the Charter of the United Nations;

(b) No withdrawals shall be made from the Grant Account after September 9, 2008 or such later date that IDA shall establish by notice to the Recipient (the Closing Date). However, withdrawals may be made after the Closing Date for expenditures incurred prior to the Closing Date if the corresponding withdrawal application is received by IDA within four months after the Closing Date, after which time any amount of the Grant remaining unwithdrawn from the Grant Account shall be canceled; and

(c) If, in IDA's opinion, an amount of the Grant allocated to any of the Categories in the table in paragraph 4.2 above will be insufficient to finance the expenditures under such Category, IDA may, by written notice to the Recipient, reallocate to such Category an amount of the Grant then allocated to another Category which, in IDA's opinion, will not be necessary to meet other expenditures.

4.4. When the Recipient shall desire to withdraw any amount from the Grant Account, it shall deliver to IDA a written application for withdrawal of such amount in the form specified by IDA. Withdrawal applications shall be: (a) signed on behalf of the Recipient by AFDS's General Director or such other person as he or she shall have authorized in writing; and (b) accompanied by such evidence in support of the application as IDA shall reasonably request. Authenticated specimen signatures of the person authorized to sign withdrawal applications shall be provided with the first

application bearing his or her signature. Each withdrawal application for an amount of the Grant and its supporting evidence must be sufficient in form and substance to satisfy IDA that the Recipient is entitled to withdraw such amount from the Grant Account and that such amount is to be used in the carrying out of the Project. IDA shall pay the amounts withdrawn by the Recipient from the Grant Account only to or on the order of the Recipient.

4.5. IDA may require withdrawals from the Grant Account to be made on the basis of statements of expenditure under contracts for: (a) services of consulting firms costing less than US\$100,000 equivalent; (b) services of individual consultants costing less than US\$50,000 equivalent; training and Sub-Grants, all under such terms and conditions as IDA shall specify by notice to the Recipient.

4.6. Withdrawals of the proceeds of the Grant shall be made in the currency of the Grant. IDA, at the Recipient's request and acting as an agent of the Recipient, shall purchase with the currency of the Grant withdrawn from the Grant Account such currencies as shall be required to pay for expenditures to be financed out of the proceeds of the Grant. Whenever it shall be necessary, for the purposes of this Letter Agreement, to determine the value of one currency in terms of another, such value shall be as reasonably determined by IDA.

4.7. To facilitate the carrying out of the Project, the Recipient may open and maintain in CFA Francs a special deposit account (the Special Account) in a commercial bank on terms and conditions satisfactory to IDA, including appropriate protection against set-off, seizure or attachment. Deposits into, and payments out of, the Special Account shall be made in accordance with the provisions of Attachment III to this Annex.

5. Accounts and Audits

(a) The Recipient shall maintain or cause to be maintained a financial management system, including records and accounts, and prepare financial statements in accordance with consistently applied accounting standards acceptable to IDA, adequate to reflect the operations, resources and expenditures related to the Activities.

(b) The Recipient shall: (i) have the financial statements referred to in subparagraph (a) above for each such fiscal year (or other period agreed to by IDA), audited, in accordance with consistently applied auditing standards, acceptable to IDA, by independent auditors acceptable to IDA; (ii) furnish to IDA as soon as available, but in any case not later than six months after the end of each such year (or such other period agreed to by IDA), (A) certified copies of the financial statements referred to in subparagraph (a) above for such year (or such other period agreed to by IDA), as so audited, and (B) an opinion on such statements by said auditors, in scope and detail satisfactory to IDA; and (iii) furnish to IDA such other information concerning such records and accounts and the audit of such financial statements, and concerning said auditors, as IDA shall have reasonably requested.

(c) For all expenditures with respect to which withdrawals from the Grant Account were made on the basis of statements of expenditure, the Recipient shall: (i) retain, until at least one year after IDA has received the audit report for or covering the fiscal year in which the last withdrawal from the Grant Account was made, all records (contracts, orders, invoices, bills, receipts and other documents) evidencing such expenditures; (ii) enable IDA's representatives to examine such records; and (iii) ensure that such statements of expenditure are included in the audit for each fiscal year, or other period agreed to by IDA, referred to in subparagraph (b) above.

6. Suspension and Cancellation

6.1. IDA may at any time, by notice to the Recipient, suspend the right of the Recipient to make further withdrawals from the Grant Account if any of the following events has occurred and is continuing: (a) the Recipient has failed to comply with any of its obligations herein specified; or (b) the right of the Republic of Senegal, or any other entity to which the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD) has made a loan with the guarantee of the Republic of Senegal, to make withdrawals under any loan agreement with IBRD or any development credit, grant or financing agreement with IDA shall have been suspended.

6.2. IDA may, by written notice to the Recipient, terminate the right of the Recipient to make further withdrawals from the Grant Account: (a) at any time after the right of the Recipient to make withdrawals from the Grant Account shall have been suspended pursuant to the provisions of paragraph 6.1 above; or (b) if the Recipient shall have failed to take action, satisfactory to IDA, within six months after the effective date hereof, to carry out the Project.

Eligibility Criteria for Community Grants

Attachment I

Eligibility criteria for Subprojects for Basic Services and Infrastructure

1. No Subproject shall be eligible for financing out of the proceeds of the Grant unless the regional technical committee shall have determined, on the basis of an appraisal conducted in accordance with the guidelines set forth in the procedures manual of the Social Development Fund Project (the Procedures Manual) that the Subproject satisfies the eligibility criteria specified in the Procedures Manual, which shall include the following:

- (a) the Subproject shall be for basic social services and infrastructure;
- (b) the Subproject shall be technically appraised by a regional technical committee and approved by AFDS;
- (c) except as the Association shall otherwise agree, the beneficiary community shall provide 5% of the estimated costs of the Subproject in cash or in kind; and
- (d) the Subproject shall be in compliance with the standards set forth in the laws of the Borrower relating to health, safety and environmental protection.

Terms and conditions of the Subproject Grants for Basic Services and Infrastructure

2. In financing Subprojects, AFDS shall enter into a Financing Agreement with the beneficiary community concerned under terms and conditions which shall include the following:

- (a) financing shall be on a grant basis, not to exceed \$20,000 equivalent per grant for Subprojects for basic social services and infrastructure (Subproject Grant);
- (b) the requirement that the goods, works and services to be financed out of the proceeds of the Subproject Grant be procured in conformity with the provisions relating to community participation set forth in the Procedures Manual and that such goods works and services shall be used exclusively in the carrying out of the Subproject;
- (c) the right of AFDS to inspect by itself or jointly with the Association the goods, works, sites, plants and constructions included in the Subproject, the operation thereof and any record or relevant document; and
- (d) the right of AFDS to suspend or terminate the right of the beneficiary community to use the proceeds of the Grant upon failure by the beneficiary community to perform any of its obligations under the Financing Agreement.

C: Subprojects for Income Generating Activities

Eligibility criteria

1 no Subproject for an income-generating activity (IGA) shall be eligible for financing out of the proceeds of the Grant unless AFDS shall have determined, on the basis of an appraisal conducted in accordance with the guidelines set forth in the Procedures Manual that the Subproject for an IGA satisfies the eligibility criteria specified in the Procedures Manual, which shall include the following:

(a) the Subproject for an IGA shall be for investment, development and economic projects;

(b) the Subproject for an IGA shall be technically appraised by the regional technical committee and approved by AFDS;

(c) except as the Association shall otherwise agree, the beneficiary shall provide no less than 10% of the estimated cost of the subproject, of which at least 5% in the form of cash, and the rest in the form of materials, labor or other services; and

(d) the Subproject for an IGA shall be in compliance with the standards set forth in the laws of the Borrower relating to health, safety and environmental protection.

Terms and conditions of the IGA Grants for Income Generating Activities

2 In financing Subprojects for an IGA, AFDS shall enter into an IGA Grant Agreement with a community-based organization (CBO) under terms and conditions which shall include the following:

(a) financing shall be on a grant basis, not to exceed \$8,000 equivalent per Grant;

(b) the requirement that the goods, works and services to be financed out of the proceeds of the IGA Grant, be procured in conformity with the provisions relating to community participation set forth in the Procedures Manual and that such goods, works and services shall be used exclusively in the carrying out of the Subproject for an IGA;

(c) the right of AFDS to inspect by itself or jointly with the Association the goods, works, sites, plants and constructions included in the subproject for an IGA, the operation thereof and any record or relevant document; and

(d) the right of AFDS to suspend or terminate the right of the CBO to use the proceeds of the Grant upon failure by the CBO to perform any of its obligations under the IGA Grant Agreement.

Procurement

Section I. General

A. All goods and services (other than consultants' services) shall be procured in accordance with the provisions of Section I (except paragraph 1.16 thereof) of the "Guidelines: Procurement under IBRD Loans and IDA Credits" dated May 2004 (the Procurement Guidelines), and with the provisions of this Attachment.

B. All consultants' services shall be procured in accordance with Sections I (except paragraph 1.24 thereof) and IV of the "Guidelines: Selection and Employment of Consultants by World Bank Borrowers" dated May 2004 (the Consultant Guidelines), and with the provisions of this Attachment.

C. The capitalized terms used below in this Attachment to describe particular procurement methods or methods of review by IDA of particular contracts, have the meanings ascribed to them in the Consultant Guidelines.

Section II. Particular Methods of Procurement of Goods and Services (other than Consultants' Services)

Community Participation

Goods and works required for Subprojects financed through Grants shall be procured in accordance with the Procedures Manual and procedures acceptable to the Association.

Section II. Particular Methods of Procurement of Consultants' Services

A. **Quality- and Cost-based Selection.** Except as otherwise provided in Part B of this Section, consultants' services shall be procured under contracts awarded on the basis of Quality- and Cost-based Selection. For purposes of paragraph 2.7 of the Consultant Guidelines, the short list of consultants for services estimated to cost less than \$50,000 equivalent per contract may comprise entirely national consultants.

B. **Other Procedures**

1. **Least-cost Selection.** Services for the audit or assignments which IDA agrees meet the requirements of paragraph 3.6 of the Consultant Guidelines may be procured under contracts awarded on the basis of Least-cost Selection in accordance with the provisions of paragraphs 3.1 and 3.6 of the Consultant Guidelines.

2. **Individual Consultants.** Services for assignments that meet the requirements set forth in the first sentence of paragraph 5.1 of the Consultant Guidelines may be procured under contracts awarded to individual consultants in accordance with the provisions of paragraphs 5.2 through 5.3 of the Consultant Guidelines. Under the circumstances described in paragraph 5.4 of the Consultant Guidelines, such contracts may be awarded to individual consultants on a sole-source basis

Section III Review by IDA of Procurement Decisions

Except as IDA shall otherwise determine by notice to the Borrower, the following contracts shall be subject to Prior Review by IDA: each contract for consultants' services provided by a firm estimated to cost the equivalent of \$100,000 or more. In addition, the record of justification referred to in paragraph 5 of Appendix 1 to the Consultant Guidelines for each contract for the employment of individual consultants estimated to cost the equivalent of \$50,000.

All other contracts shall be subject to Post Review by the Association

Attachment III

Special Account

1. For the purposes of this Attachment:
 - (a) the term "eligible Categories" means the Categories (1) through (4) set forth in the table in paragraph 4.2 of the Annex to this Letter Agreement;
 - (b) the term "eligible expenditures" means expenditures in respect of the reasonable cost of services required for the Project and to be financed out of the proceeds of the Grant allocated from time to time to the eligible Categories in accordance with the provisions of paragraph 4.2 of the Annex to this Letter Agreement; and
 - (c) the term "Authorized Allocation" means the amount of CFA Francs 120,000,000 to be withdrawn from the Grant Account and deposited into the Special Account pursuant to paragraph 3 (a) of this Attachment.
2. Payments out of the Special Account shall be made exclusively for eligible expenditures in accordance with the provisions of this Attachment.
3. After IDA has received evidence satisfactory to it that the Special Account has been duly opened, withdrawals of the Authorized Allocation and subsequent withdrawals to replenish the Special Account shall be made as follows:
 - (a) The Recipient shall furnish to IDA a request or requests for a deposit into the Special Account of an amount or amounts which do not exceed the aggregate amount of the Authorized Allocation. On the basis of such request or requests, IDA shall, on behalf of the Recipient, withdraw from the Grant Account and deposit into the Special Account such amount or amounts as the Recipient shall have requested.
 - (b)
 - (i) For replenishment of the Special Account, the Recipient shall furnish to IDA requests for deposits into the Special Account at such intervals as IDA shall specify.
 - (ii) Prior to or at the time of each such request, the Recipient shall furnish to IDA the documents and other evidence required pursuant to paragraph 4 of this Attachment for the payment or payments in respect of which replenishment is requested. On the basis of each such request, IDA shall, on behalf of the Recipient, withdraw from the Grant Account and deposit into the Special Account such amount as the Recipient shall have requested and as shall have been shown by said documents and other evidence to have been paid out of the Special Account for eligible expenditures. All such deposits shall be withdrawn by IDA from the Grant Account under the eligible Categories, and in the respective equivalent amounts, as shall have been justified by said documents and other evidence.
4. For each payment made by the Recipient out of the Special Account, the Recipient shall, at such time as IDA shall reasonably request, furnish to IDA such documents and other evidence showing that such payment was made exclusively for eligible expenditures.

5. Notwithstanding the provisions of paragraph 3 of this Attachment, IDA shall not be required to make further deposits into the Special Account:

(a) if, at any time, IDA shall have determined that all further withdrawals should be made by the Recipient directly from the Grant Account;

(b) if the Recipient shall have failed to furnish to IDA, within the period of time specified in paragraph 5 (b) (ii) of the Annex to this Letter Agreement, any of the audit reports required to be furnished to IDA pursuant to said paragraph in respect of the audit of the records and accounts for the Special Account;

(c) if, at any time, IDA shall have notified the Recipient of its intention to suspend in whole or in part the right of the Recipient to make withdrawals from the Grant Account pursuant to the provisions of paragraph 6.1 of the Annex to this Letter Agreement; or

(d) once the total unwithdrawn amount of the Grant shall equal the equivalent of twice the amount of the Authorized Allocation.

Thereafter, withdrawals from the Grant Account of the remaining unwithdrawn amount of the Grant shall follow such procedures as IDA shall specify by notice to the Recipient. Such further withdrawals shall be made only after and to the extent that IDA shall have been satisfied that all such amounts remaining on deposit in the Special Account as of the date of such notice will be utilized in making payments for eligible expenditures.

6. (a) If IDA shall have determined at any time that any payment out of the Special Account: (i) was made for an expenditure or in an amount not eligible pursuant to paragraph 2 of this Attachment; or (ii) was not justified by the evidence furnished to IDA, the Recipient shall, promptly upon notice from IDA: (A) provide such additional evidence as IDA may request; or (B) deposit into the Special Account (or, if IDA shall so request, refund to IDA) an amount equal to the amount of such payment or the portion thereof not so eligible or justified. Unless IDA shall otherwise agree, no further deposit by IDA into the Special Account shall be made until the Recipient has provided such evidence or made such deposit or refund, as the case may be.

(b) If IDA shall have determined at any time that any amount outstanding in the Special Account will not be required to cover further payments for eligible expenditures, the Recipient shall, promptly upon notice from IDA, refund to IDA such outstanding amount.

3, Place de l'Indépendance - B.P. 3296 - Dakar, Sénégal - Tél. : 849 50 00 - Fax : 849 50 27
E-mail : worldbank-senegal@worldbank.org - Site web : www.banquemondiale-senegal.org

S:\Theunynck\Aba
P:\SENEGAL\HR\SDP\spn\VSDF Casamance.doc

clw &cc: Mmes/Messrs.Loth, (LOAGI); TF Admin (TFO); Boubacar ((LEGAF)
cc: Gomes (EDS13); AFCTSN; AFTHDLG; AFTH2 IRIS



BANQUE MONDIALE
Bureau régional (Sénégal, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Niger)

March 2, 2005

His Excellency Abdoulaye Diop
Minister of Economy and Finance
Dakar
Republic of Senegal

Madame Khardiata Lô Ndiaye
Association pour le Fonds de Développement Social (AFDS)
Dakar
Republic of Senegal

*Re: JSDF Grant for the Social Development Fund Agency
Casamance Program Grant Number TF054216*

Excellency,

I am writing on behalf of IDA to indicate IDA's agreement, as administrator of grant funds provided by Japan under the Japan Social Development Fund, to make a grant in an amount not exceeding one million nine hundred sixty-seven thousand and two hundred United States Dollars (US\$1,967,200) (the Grant) to the *Association pour le Fonds de Développement Social* (AFDS) (the Recipient) for the benefit of the Republic of Senegal (the Beneficiary).


The Grant is made in response to the Beneficiary's request for financial assistance for the project described in paragraph 1.2 of the Annex to this Letter Agreement (the Project) and on the terms and conditions set forth in the said Annex. The Recipient represents, by confirming its agreement below, that it is authorized to contract and withdraw the Grant for the said Project and on the said terms and conditions.

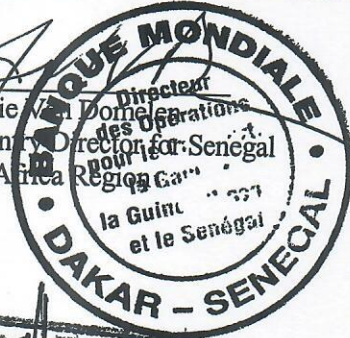
The Republic of Senegal hereby confirms its support for, and its commitment to, the objectives of the Project to be financed by the Grant, and to this end, hereby undertakes to take all action necessary or appropriate to enable the Recipient to carry out its obligations set forth in this Letter Agreement and the Annex and Attachments hereto.

Please note that it is IDA's policy to make publicly available this Letter Agreement and any information related thereto, after this Letter Agreement has become effective and the Recipient has given its consent to such disclosure. The Recipient, by countersigning this Letter Agreement, confirms its consent to such disclosure.

Please confirm your agreement with the foregoing, on behalf of the Beneficiary and on behalf of the Recipient, respectively, by signing, dating, and returning to us one of the enclosed copies of this Letter Agreement. Upon receipt by IDA of the copy of this Letter Agreement countersigned by you, this Letter Agreement will become effective as of the date of the countersignature of this Letter Agreement by the authorized representatives of the Republic of Senegal, or as of the date of countersignature by the authorized representative of the Recipient, whichever is the later.

Very truly yours,
INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

By 
Julie Van Donge, Directeur des Opérations
Acting Country Director for Senegal
Africa Region
la Guinée et le Sénégal



AGREED:
REPUBLIC OF SENEGAL

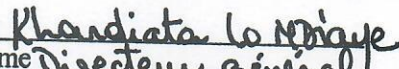
By _____
Name _____
Title _____

Date: 22 MARS 2005

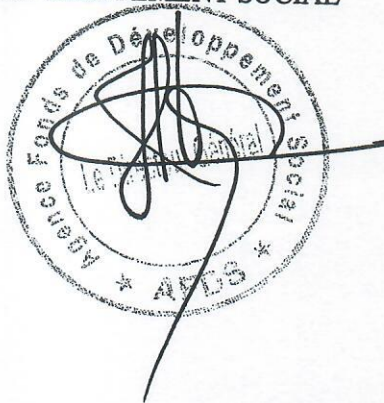
Le Ministre de l'Economie
et des Finances

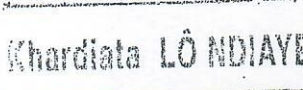
Abdoulaye DIOP

AGREED:
ASSOCIATION POUR LE FONDS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL

By 
Name Khandiata Lo Ndiaye
Title Directeur général
AFDS

Date: 29/03/2005




Khandiata LÔ NDIAYE

Objectives, Terms, and Conditions of the Grant

1. **Objectives and Description of the Project**

1.1. The objectives of the Project are to: (i) improve access to social services and economic opportunities by the poorest communities in the post-conflict areas of Casamance; (ii) strengthen community capacity in accordance with community development strategies; and (iii) test innovative approaches for expanding community development programs developed in non-conflict settings into the unique context of the Casamance. This Grant will also complement the IDA-financed Social Development Fund Project (P041566 - Cr. 3446 SE).

1.2. The Project consists of the following Parts, each of which includes the following activities:

Part A: Grants for Basic Social Services and Income Generation

Provision of community grants to finance subprojects for: (i) basic social services and infrastructure, or (ii) income generating activities, in accordance with Attachment I to this Annex. This component is estimated to cost the equivalent of US\$1,642,000.

Part B: Community Facilitation and Grassroots Management Support

Building capacity for the identification, preparation, implementation and monitoring of subprojects, through: (i) training of community key members in subproject implementation aspects, including community-based financial management and procurement, organizational strengthening, and operations and maintenance; (ii) support to facilitate the participatory subproject identification, preparation and implementation; and (iii) support for development of business plans and access to microfinance services for income generating subprojects, through technical advisory services and training. This component is estimated to cost the equivalent of US\$263,200.

Part C: Monitoring and Evaluation

Carrying out of a beneficiary assessment to ascertain the level of social capital and trust within affected communities and measure impacts of the subprojects on access to social service and economic opportunities. This component is estimated to cost the equivalent of US\$40,000.

Part D: Project Management

Provision of incremental supervision costs for AFDS and completion of the audit of the Grant. This component is estimated to cost the equivalent of US\$22,000.

2. Implementation Generally

2.1. The Recipient shall: (a) carry out the Project with due diligence and efficiency; (b) promptly provide the funds, facilities, services and other resources required for that purpose; (c) furnish all information covering the Project and the use of the proceeds of the Grant as IDA shall reasonably request; (d) from time to time exchange views with IDA's representatives on the progress and results of the Project; (e) take all necessary measures required to enable IDA to visit the territory of the Republic of Senegal for purposes related to the Grant; and (f) cause all services financed out of the proceeds of the Grant to be used exclusively for the purposes of the Project. Without limitation on the foregoing, the Recipient shall, if IDA shall so request, prepare and furnish to IDA promptly upon completion of the Project a report, in form and substance satisfactory to IDA, on the results and impact of the Project.

2.2. The Recipient shall provide the grants for Part A of the Project in accordance with guidelines, criteria, and procedures acceptable to IDA including, but not limited to, the provisions of Attachment I to this Annex.

3. Procurement

3.1. Except as IDA shall otherwise agree, procurement of the services required for the carrying out of the Activities and to be financed out of the proceeds of the Grant shall be governed by the provisions of Attachment II to this Annex, as said provisions may be further elaborated in a procurement plan approved by IDA (the Procurement Plan), covering the initial 18 month (or longer) period of implementation of the Activities. The Recipient shall update the Procurement Plan in accordance with guidelines acceptable to IDA, and furnish such update to IDA not later than 12 months after the date of the preceding Procurement Plan, for IDA's approval.

4. Withdrawal of Grant Proceeds

4.1. The amount of the Grant shall be credited to an account opened by IDA on its books in the name of the Recipient (the Grant Account), and may be withdrawn therefrom by the Recipient in accordance with the provisions of this Section 4, for expenditures in respect of the reasonable cost of services required for the Project and to be financed out of the proceeds of the Grant.

4.2. The table below sets forth the Categories of items to be financed out of the proceeds of the Grant, the allocation of the amounts of the Grant to each Category, and the percentage of expenditures for items so to be financed in each Category:

Category	Amount of the Grant Allocated (in US Dollars)	% of Expenditures to be Financed
(1) Consultants' services and audit	261,200	100%
(2) Training	48,000	100%
(3) Sub-Grants	1,642,000	100% of amounts disbursed
(4) Supervision costs for AFDS (Local travel and subsistence)	16,000	100%

TOTAL	<u><u>\$1,967,200</u></u>	

4.3. Notwithstanding the provisions of paragraph 4.2 above:

(a) No withdrawals shall be made from the Grant Account: (i) for payments made for expenditures prior to the date of signature of this Letter Agreement by IDA; (ii) before a schedule to the Procedures Manual, setting out the procurement and disbursement procedures and eligibility criteria for the Subprojects to be financed by the Grant, has been executed, in form and substance satisfactory to IDA; or (ii) for the purpose of any payment to persons or entities, if such payment, to IDA's knowledge, is prohibited by a decision of the United Nations Security Council taken under Chapter VII of the Charter of the United Nations;

(b) No withdrawals shall be made from the Grant Account after September 9, 2008 or such later date that IDA shall establish by notice to the Recipient (the Closing Date). However, withdrawals may be made after the Closing Date for expenditures incurred prior to the Closing Date if the corresponding withdrawal application is received by IDA within four months after the Closing Date, after which time any amount of the Grant remaining unwithdrawn from the Grant Account shall be canceled; and

(c) If, in IDA's opinion, an amount of the Grant allocated to any of the Categories in the table in paragraph 4.2 above will be insufficient to finance the expenditures under such Category, IDA may, by written notice to the Recipient, reallocate to such Category an amount of the Grant then allocated to another Category which, in IDA's opinion, will not be necessary to meet other expenditures.

4.4. When the Recipient shall desire to withdraw any amount from the Grant Account, it shall deliver to IDA a written application for withdrawal of such amount in the form specified by IDA. Withdrawal applications shall be: (a) signed on behalf of the Recipient by AFDS's General Director or such other person as he or she shall have authorized in writing; and (b) accompanied by such evidence in support of the application as IDA shall reasonably request. Authenticated specimen signatures of the person authorized to sign withdrawal applications shall be provided with the first

application bearing his or her signature. Each withdrawal application for an amount of the Grant and its supporting evidence must be sufficient in form and substance to satisfy IDA that the Recipient is entitled to withdraw such amount from the Grant Account and that such amount is to be used in the carrying out of the Project. IDA shall pay the amounts withdrawn by the Recipient from the Grant Account only to or on the order of the Recipient.

4.5. IDA may require withdrawals from the Grant Account to be made on the basis of statements of expenditure under contracts for: (a) services of consulting firms costing less than US\$100,000 equivalent; (b) services of individual consultants costing less than US\$50,000 equivalent; training and Sub-Grants, all under such terms and conditions as IDA shall specify by notice to the Recipient.

4.6. Withdrawals of the proceeds of the Grant shall be made in the currency of the Grant. IDA, at the Recipient's request and acting as an agent of the Recipient, shall purchase with the currency of the Grant withdrawn from the Grant Account such currencies as shall be required to pay for expenditures to be financed out of the proceeds of the Grant. Whenever it shall be necessary, for the purposes of this Letter Agreement, to determine the value of one currency in terms of another, such value shall be as reasonably determined by IDA.

4.7. To facilitate the carrying out of the Project, the Recipient may open and maintain in CFA Francs a special deposit account (the Special Account) in a commercial bank on terms and conditions satisfactory to IDA, including appropriate protection against set-off, seizure or attachment. Deposits into, and payments out of, the Special Account shall be made in accordance with the provisions of Attachment III to this Annex.

5. Accounts and Audits

(a) The Recipient shall maintain or cause to be maintained a financial management system, including records and accounts, and prepare financial statements in accordance with consistently applied accounting standards acceptable to IDA, adequate to reflect the operations, resources and expenditures related to the Activities.

(b) The Recipient shall: (i) have the financial statements referred to in subparagraph (a) above for each such fiscal year (or other period agreed to by IDA), audited, in accordance with consistently applied auditing standards, acceptable to IDA, by independent auditors acceptable to IDA; (ii) furnish to IDA as soon as available, but in any case not later than six months after the end of each such year (or such other period agreed to by IDA), (A) certified copies of the financial statements referred to in subparagraph (a) above for such year (or such other period agreed to by IDA), as so audited, and (B) an opinion on such statements by said auditors, in scope and detail satisfactory to IDA; and (iii) furnish to IDA such other information concerning such records and accounts and the audit of such financial statements, and concerning said auditors, as IDA shall have reasonably requested.

(c) For all expenditures with respect to which withdrawals from the Grant Account were made on the basis of statements of expenditure, the Recipient shall: (i) retain, until at least one year after IDA has received the audit report for or covering the fiscal year in which the last withdrawal from the Grant Account was made, all records (contracts, orders, invoices, bills, receipts and other documents) evidencing such expenditures; (ii) enable IDA's representatives to examine such records; and (iii) ensure that such statements of expenditure are included in the audit for each fiscal year, or other period agreed to by IDA, referred to in subparagraph (b) above.

6. Suspension and Cancellation

6.1. IDA may at any time, by notice to the Recipient, suspend the right of the Recipient to make further withdrawals from the Grant Account if any of the following events has occurred and is continuing: (a) the Recipient has failed to comply with any of its obligations herein specified; or (b) the right of the Republic of Senegal, or any other entity to which the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD) has made a loan with the guarantee of the Republic of Senegal, to make withdrawals under any loan agreement with IBRD or any development credit, grant or financing agreement with IDA shall have been suspended.

6.2. IDA may, by written notice to the Recipient, terminate the right of the Recipient to make further withdrawals from the Grant Account: (a) at any time after the right of the Recipient to make withdrawals from the Grant Account shall have been suspended pursuant to the provisions of paragraph 6.1 above; or (b) if the Recipient shall have failed to take action, satisfactory to IDA, within six months after the effective date hereof, to carry out the Project.

Eligibility Criteria for Community Grants

Attachment I

Eligibility criteria for Subprojects for Basic Services and Infrastructure

1. No Subproject shall be eligible for financing out of the proceeds of the Grant unless the regional technical committee shall have determined, on the basis of an appraisal conducted in accordance with the guidelines set forth in the procedures manual of the Social Development Fund Project (the Procedures Manual) that the Subproject satisfies the eligibility criteria specified in the Procedures Manual, which shall include the following:

- (a) the Subproject shall be for basic social services and infrastructure;
- (b) the Subproject shall be technically appraised by a regional technical committee and approved by AFDS;
- (c) except as the Association shall otherwise agree, the beneficiary community shall provide 5% of the estimated costs of the Subproject in cash or in kind; and
- (d) the Subproject shall be in compliance with the standards set forth in the laws of the Borrower relating to health, safety and environmental protection.

Terms and conditions of the Subproject Grants for Basic Services and Infrastructure

2. In financing Subprojects, AFDS shall enter into a Financing Agreement with the beneficiary community concerned under terms and conditions which shall include the following:

- (a) financing shall be on a grant basis, not to exceed \$20,000 equivalent per grant for Subprojects for basic social services and infrastructure (Subproject Grant);
- (b) the requirement that the goods, works and services to be financed out of the proceeds of the Subproject Grant be procured in conformity with the provisions relating to community participation set forth in the Procedures Manual and that such goods works and services shall be used exclusively in the carrying out of the Subproject;
- (c) the right of AFDS to inspect by itself or jointly with the Association the goods, works, sites, plants and constructions included in the Subproject, the operation thereof and any record or relevant document; and
- (d) the right of AFDS to suspend or terminate the right of the beneficiary community to use the proceeds of the Grant upon failure by the beneficiary community to perform any of its obligations under the Financing Agreement.

C: Subprojects for Income Generating Activities

Eligibility criteria

1 no Subproject for an income-generating activity (IGA) shall be eligible for financing out of the proceeds of the Grant unless AFDS shall have determined, on the basis of an appraisal conducted in accordance with the guidelines set forth in the Procedures Manual that the Subproject for an IGA satisfies the eligibility criteria specified in the Procedures Manual, which shall include the following:

(a) the Subproject for an IGA shall be for investment, development and economic projects;

(b) the Subproject for an IGA shall be technically appraised by the regional technical committee and approved by AFDS;

(c) except as the Association shall otherwise agree, the beneficiary shall provide no less than 10% of the estimated cost of the subproject, of which at least 5% in the form of cash, and the rest in the form of materials, labor or other services; and

(d) the Subproject for an IGA shall be in compliance with the standards set forth in the laws of the Borrower relating to health, safety and environmental protection.

Terms and conditions of the IGA Grants for Income Generating Activities

2 In financing Subprojects for an IGA, AFDS shall enter into an IGA Grant Agreement with a community-based organization (CBO) under terms and conditions which shall include the following:

(a) financing shall be on a grant basis, not to exceed \$8,000 equivalent per Grant;

(b) the requirement that the goods, works and services to be financed out of the proceeds of the IGA Grant, be procured in conformity with the provisions relating to community participation set forth in the Procedures Manual and that such goods, works and services shall be used exclusively in the carrying out of the Subproject for an IGA;

(c) the right of AFDS to inspect by itself or jointly with the Association the goods, works, sites, plants and constructions included in the subproject for an IGA, the operation thereof and any record or relevant document; and

(d) the right of AFDS to suspend or terminate the right of the CBO to use the proceeds of the Grant upon failure by the CBO to perform any of its obligations under the IGA Grant Agreement.

Procurement

Section I. General

A. All goods and services (other than consultants' services) shall be procured in accordance with the provisions of Section I (except paragraph 1.16 thereof) of the "Guidelines: Procurement under IBRD Loans and IDA Credits" dated May 2004 (the Procurement Guidelines), and with the provisions of this Attachment.

B. All consultants' services shall be procured in accordance with Sections I (except paragraph 1.24 thereof) and IV of the "Guidelines: Selection and Employment of Consultants by World Bank Borrowers" dated May 2004 (the Consultant Guidelines), and with the provisions of this Attachment.

C. The capitalized terms used below in this Attachment to describe particular procurement methods or methods of review by IDA of particular contracts, have the meanings ascribed to them in the Consultant Guidelines.

Section II. Particular Methods of Procurement of Goods and Services (other than Consultants' Services)

Community Participation

Goods and works required for Subprojects financed through Grants shall be procured in accordance with the Procedures Manual and procedures acceptable to the Association.

Section II. Particular Methods of Procurement of Consultants' Services

A. Quality- and Cost-based Selection. Except as otherwise provided in Part B of this Section, consultants' services shall be procured under contracts awarded on the basis of Quality- and Cost-based Selection. For purposes of paragraph 2.7 of the Consultant Guidelines, the short list of consultants for services estimated to cost less than \$50,000 equivalent per contract may comprise entirely national consultants.

B. Other Procedures

1. Least-cost Selection. Services for the audit or assignments which IDA agrees meet the requirements of paragraph 3.6 of the Consultant Guidelines may be procured under contracts awarded on the basis of Least-cost Selection in accordance with the provisions of paragraphs 3.1 and 3.6 of the Consultant Guidelines.

2. Individual Consultants. Services for assignments that meet the requirements set forth in the first sentence of paragraph 5.1 of the Consultant Guidelines may be procured under contracts awarded to individual consultants in accordance with the provisions of paragraphs 5.2 through 5.3 of the Consultant Guidelines. Under the circumstances described in paragraph 5.4 of the Consultant Guidelines, such contracts may be awarded to individual consultants on a sole-source basis

Section III **Review by IDA of Procurement Decisions**

Except as IDA shall otherwise determine by notice to the Borrower, the following contracts shall be subject to Prior Review by IDA: each contract for consultants' services provided by a firm estimated to cost the equivalent of \$100,000 or more. In addition, the record of justification referred to in paragraph 5 of Appendix 1 to the Consultant Guidelines for each contract for the employment of individual consultants estimated to cost the equivalent of \$50,000.

All other contracts shall be subject to Post Review by the Association

Special Account

1. For the purposes of this Attachment:
 - (a) the term "eligible Categories" means the Categories (1) through (4) set forth in the table in paragraph 4.2 of the Annex to this Letter Agreement;
 - (b) the term "eligible expenditures" means expenditures in respect of the reasonable cost of services required for the Project and to be financed out of the proceeds of the Grant allocated from time to time to the eligible Categories in accordance with the provisions of paragraph 4.2 of the Annex to this Letter Agreement; and
 - (c) the term "Authorized Allocation" means the amount of CFA Francs 120,000,000 to be withdrawn from the Grant Account and deposited into the Special Account pursuant to paragraph 3 (a) of this Attachment.
2. Payments out of the Special Account shall be made exclusively for eligible expenditures in accordance with the provisions of this Attachment.
3. After IDA has received evidence satisfactory to it that the Special Account has been duly opened, withdrawals of the Authorized Allocation and subsequent withdrawals to replenish the Special Account shall be made as follows:
 - (a) The Recipient shall furnish to IDA a request or requests for a deposit into the Special Account of an amount or amounts which do not exceed the aggregate amount of the Authorized Allocation. On the basis of such request or requests, IDA shall, on behalf of the Recipient, withdraw from the Grant Account and deposit into the Special Account such amount or amounts as the Recipient shall have requested.
 - (b)
 - (i) For replenishment of the Special Account, the Recipient shall furnish to IDA requests for deposits into the Special Account at such intervals as IDA shall specify.
 - (ii) Prior to or at the time of each such request, the Recipient shall furnish to IDA the documents and other evidence required pursuant to paragraph 4 of this Attachment for the payment or payments in respect of which replenishment is requested. On the basis of each such request, IDA shall, on behalf of the Recipient, withdraw from the Grant Account and deposit into the Special Account such amount as the Recipient shall have requested and as shall have been shown by said documents and other evidence to have been paid out of the Special Account for eligible expenditures. All such deposits shall be withdrawn by IDA from the Grant Account under the eligible Categories, and in the respective equivalent amounts, as shall have been justified by said documents and other evidence.
4. For each payment made by the Recipient out of the Special Account, the Recipient shall, at such time as IDA shall reasonably request, furnish to IDA such documents and other evidence showing that such payment was made exclusively for eligible expenditures.

clw &cc: Mmes/Messrs.Loth, (LOAG1); TF Admin (TFO); Boubacar ((LEGAF)
cc: Gomes (EDS13); AFCTSN; AFTHDLG; AFTH2 IRIS

S/Theunyk/Ab
P:SENEGAL\HR\SDFSPnVSDf Casamance.doc

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISSANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Tous les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie Nationale à Rufisque.

Les annonces doivent être remises à l'Imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.

Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs.

TARIF DES ABONNEMENTS

	VOIE NORMALE		VOIE AERIENNE	
	Six mois	Un an	Six mois	Un an
Sénégal et autres États de la CEDAO	15.000f	31.000f	-	-
Étranger : France, Zaïre, R.C.A. Gabon, Maroc, Algérie, Tunisie.	-	-	20.000f	40.000f
Étranger : Autres Pays	-	-	23.000f	46.000f
Prix du numéro	Année courante 600f		Année ant. 700f.	
Par la poste	Majoration de 130f		par numéro	
Journal légalisé	900f		Par la poste -	

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 1000 francs

Chaque annonce répétée Moitié prix

(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).

Compte bancaire B.I.C.I.S n° 9520 790 630/81

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS ET ARRETES

1996 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

2 février Décret 96-69 modifiant et complétant l'article 7 du décret n° 94-570 du 3 juin 1994 portant création d'une commission nationale de gestion des frontières. 74

2 février Décret n° 96-102 portant nomination des membres du Haut Conseil de la Radio - Télévision 74

1996 MINISTERE DE L'INTERIEUR

8 février Décret n° 96-100 instituant une révision exceptionnelle des listes électorales en 1996 sur le territoire national. 74

6 janvier Arrêté ministériel n° 649 M.INT-D.G.S.N.- B.E.M. portant autorisation d'ouverture et d'exploitation d'une entreprise de gardiennage, de surveillance et d'escorte de biens privés. 75

1 janvier Arrêté ministériel n° 752 M.INT-D.G.S.N.- B.E.M. portant autorisation d'ouverture et d'exploitation d'une entreprise de gardiennage, de surveillance et d'escorte de biens privés. 75

1 janvier Arrêté ministériel n° 753 M.INT-D.G.S.N.- B.E.M. portant autorisation d'ouverture et d'exploitation d'une entreprise de gardiennage, de surveillance et d'escorte de biens privés. 75

1 janvier Arrêté ministériel n° 754 M.INT-D.G.S.N.- B.E.M. portant autorisation d'ouverture et d'exploitation d'une entreprise de gardiennage, de surveillance et d'escorte de biens privés. 76

1996 MINISTERE DES FORCES ARMEES

2 février Décret n° 96-81 portant nomination d'un chef d'Etat Major d'armée 76

2 février Décret n° 96-82 portant nomination d'un officier supérieur à un emploi 76

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

1996

31 janvier Arrêté ministériel n° 821 M.E.F.P. portant création d'un comité interministériel de Suivi de l'Exécution des Projets et Programmes de Population 76

8 février Arrêté ministériel n° 970 M.E.F.P. portant nomination du liquidateur de la Caisse de Péréquation et de Stabilisation des Prix (C.P.S.P.) 77

1996 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1996

23 janvier Arrêté ministériel n° 464 M.E.N. portant publication des résultats du 7^e concours d'agrégation des sciences juridiques, économiques et de gestion CAMES session de 1995.. 77

25 janvier Arrêté ministériel n° 619 M.E.N. portant ouverture du concours général sénégalais pour l'année scolaire 1995-1996 77

MINISTERE DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

1996

8 février Décret n° 96-103 modifiant le décret 89-775 du 30 juin 1989 fixant les modalités d'intervention des organisations non gouvernementales (ONG.) 78

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces 80

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS ET ARRETES

Art. 3. - Le concours général porte sur les disciplines suivantes :

Classes de première :

- composition française : sections A, B, C, D, E, F et G réunies;
- version latine : sections A, C et D réunies;
- version grecque : sections A, C et D réunies;
- histoire : sections A, B, C, D et G réunies;
- géographie : sections A, B, C, D et G réunies;
- mathématiques : sections A, B, C, D, E, F et G réunies;
- version et composition en langue étrangère (anglais, allemand, arabe, espagnol, russe, portugais et italien) : A, B, C, D, E, F, et C. réunies;

Classes de terminales :

- dissertation philosophique : sections A, B, C, D, E et G réunies;
- mathématiques : sections C, D et E réunies;
- sciences naturelles : section D.
- sciences physiques : sections C, D et E réunies;
- histoire : sections A, B, C, D et G réunies;
- géographie : sections A, B, C, D et G réunies;
- sciences économiques : section B
- construction mécanique : sections F1 et E réunies;
- électrotechnique et électronique : section F2;
- techniques comptables (Etude de cas) : section G2.

Classes de première et terminales réunies :

éducation physique et sportive.

**MINISTERE DE LA FEMME,
DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE**

DECRET n° 96-103 du 8 février 1996

modifiant le décret 89-775 du 30 juin 1989 fixant les modalités d'intervention des organisations non gouvernementales (ONG).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution notamment en ses articles 43 et 44;

Vu le Code des Obligations civiles et commerciales;

Vu le décret n° 89-775 du 30 juin 1989 fixant les modalités d'intervention des ONG;

Vu le décret n° 91-440 du 8 avril 1991 relatif à l'organisation du Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille;

Vu le décret 93-717 du 1er juin 1993 portant nomination du Premier Ministre;

Vu le décret n° 95-312 du 15 mars 1995 portant nomination des ministres, modifié par le décret n° 95-748 du 12 septembre 1995;

Vu le décret n° 95-315 du 16 mars 1995 portant répartition des services de l'Etat;

Vu le rapport du Ministre de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.

DECRETE :

Chapitre premier. - Définition et tutelle.

Article premier. - Les organisations non gouvernementales sont des associations ou organismes privés régulièrement déclarés, à but non lucratif et ayant pour objet d'apporter leur appui au développement du Sénégal et agréés en cette qualité par le gouvernement.

Art. 2. - Il est interdit aux ONG toutes activités de nature à créer au sein des populations une discrimination fondée sur les considérations à caractère ethnique, confessionnel et politique.

Art. 3. - La tutelle des ONG est assurée par le Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.

Chapitre II. - Agrément des ONG

Art. 4. - Peut être agréée en qualité d'ONG :

1 - toute association ou organisation privée nationale régulièrement déclarée depuis au moins deux (2) ans;

2 - toute association ou organisation étrangère justifiant deux (2) années d'exercice au Sénégal;

3 - toute association étrangère autorisée, justifiant une expérience suffisante dans son pays d'origine ou dans d'autres pays.

Art. 5. - La demande d'agrément est adressée à l'autorité de tutelle qui en délivre un récépissé. A cette demande est joint un dossier comprenant :

1. - les statuts de l'association en deux exemplaires avec l'adresse du siège;

2. - le récépissé de déclaration pour les associations sénégalaises, pour les organisations étrangères l'autorisation ou l'acte de reconnaissance du pays d'origine;

3 - la liste des principaux membres de l'organe de direction avec l'indication précise de leur âge, nationalité, profession et de leur adresse;

4 - un memorandum présentant l'association ou l'organisme privé requérant;

5 - un programme indicatif d'activités précisant les sources de financement éventuelles.

Art. 6. - Dans un délai de deux (2) mois au plus à compter de sa date de dépôt, le dossier d'agrément est examiné par une commission composée de représentants :

1. - du Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la famille;

2. - du Ministère chargé des Finances;

3. - du Ministère de l'Intérieur;

4. - du Ministère chargé des Affaires étrangères;

5. - des associations d'ONG.

La commission peut s'adjoindre en cas de besoin le ou les ministères techniques compétents dans les domaines que couvre le programme d'activités de l'association requérante.

Art. 7. - La composition et les modalités de fonctionnement de cette commission d'agrément sont définies par arrêté du Ministre chargé de la tutelle des ONG.

Art. 8. - L'agrément est conféré par arrêté du Ministre chargé de la tutelle des ONG sur avis consultatif de la commission d'agrément.

Chapitre III. - Régime particulier

Art. 9. - Le Gouvernement du Sénégal peut accorder aux ONG l'exonération des droits et taxes sur les matériaux, matériels et équipements à l'exception des lubrifiants et carburants, importés ou acquis sur le territoire national et destinés à la réalisation de leurs programmes.

Art. 10. - Le Gouvernement du Sénégal octroie aux ONG l'admission temporaire des véhicules à usage utilitaire acquis localement ou importés pour la réalisation de leurs programmes.

La cession de ces véhicules se fera conformément à la réglementation en vigueur dans ce domaine.

Art. 11. - Le Gouvernement du Sénégal facilite aux agents non sénégalais des ONG ainsi qu'aux membres de leur famille les formalités relatives à l'enregistrement des étrangers, aux visas d'entrée, aux permis de séjour et autres formalités du même ordre.

Art. 12. - Les effets et objets en cours d'usage composant le mobilier personnel des agents non sénégalais des ONG, de leurs conjoints et des membres de leur famille sont admis en franchise de droits d'entrée et taxes d'effets équivalents.

Cette franchise n'est accordée que dans un délai n'excédant pas les six (6) mois à compter de la date de première installation.

Art. 13. - Pour obtenir cette franchise, les intéressés sont tenus de produire, à l'appui de la déclaration d'importation :

1 - un inventaire détaillé des effets, daté et signé par leurs soins, accompagné d'une attestation certifiée par laquelle ils déclarent que les objets leur appartiennent;

2. - une attestation de prise de service délivrée par l'ONG qui les engage.

Chapitre IV. - Modalités d'intervention des ONG

Art. 14. - Pour bénéficier des avantages prévus par le présent décret, l'ONG dépose auprès de l'autorité de tutelle un programme d'investissement pour examen et approbation.

Le programme d'investissement devra comporter une description du programme ou des projets à exécuter, les objectifs visés, le volume d'investissement, le calendrier d'exécution, les moyens matériels et humains nécessaires à sa réalisation.

Le programme d'investissement est conjointement approuvé par le Ministre de tutelle et le Ministre chargé des Finances, après avis de la commission constituée à cet effet.

Les exonérations accordées sur la base dudit programme sont exécutées suivant un calendrier dont la durée ne peut excéder deux (2) ans.

Art. 15. - La commission technique chargée d'examiner les programmes et projets d'investissement est composée des représentants :

- du Ministre chargé de la tutelle;
- du Ministre chargé des Finances, *Président*;
- du Ministre technique dont la compétence prédomine dans le programme d'activités;
- des associations d'ONG.

Art. 16. - La composition et les modalités de fonctionnement de cette commission sont définies par un arrêté interministériel.

Chapitre V. - Suivi

Art. 17. - Un suivi de l'exécution des programmes et des projets est assuré au niveau national par les services compétents du Ministère chargé de la tutelle des ONG et au niveau des circonscriptions administratives par les services décentralisés dudit ministère.

Un comité de coordination et de suivi pourra être constitué par l'autorité décentralisée compétente.

Art. 18. - L'autorité chargée de la tutelle des ONG peut en présence des responsables des ONG, visiter leurs installations, leurs infrastructures ou toutes autres réalisations.

Les responsables des ONG sont prévenus des visites, au moins une semaine à l'avance.

Art. 19. - Les matériels et matériaux exonérés des droits et taxes ou soumis à un autre régime de faveur en vertu du programme d'investissement approuvé, visé par l'article 9, peuvent faire l'objet, du contrôle des services compétents du Ministère chargé des Finances.

Art. 20. - Toute ONG qui bénéficie d'avantages octroyés dans le cadre de la réalisation des programmes d'investissement acceptés par le Gouvernement, est tenue de présenter un rapport annuel au Ministère de tutelle, trois mois après la clôture de son exercice.

Chapitre VI - Evaluation

Art. 21. - Une évaluation de l'impact du programme d'investissement des ONG peut être décidée à tout moment par le gouvernement.

Chapitre VII. - Cadre de concertation entre le Gouvernement et les ONG

Art. 22. - Il est créé une commission de concertation Gouvernement / ONG. La commission est présidée par le Secrétaire général des Services et des Affaires présidentielles. Elle est en outre composée de représentants :

- de la Primature;
- du Ministère chargé de la tutelle;
- du Ministère de l'Intérieur;
- du Ministère chargé des Affaires étrangères;
- du Ministère chargé des Finances;
- de tout autre département ministériel concerné;

- des associations d'ONG;
- de la communauté des bailleurs de fonds.

Cette commission se réunit une fois par semestre et chaque fois que de besoin sur convocation de son président. Elle formule des recommandations tant sur les relations à établir entre le Gouvernement et les ONG que sur les questions de développement des activités de celles-ci de manière générale.

Chapitre VIII. - Sanctions administratives

Art. 23. - L'ONG agréée peut faire l'objet d'un avertissement ou d'une suspension pour tous autres motifs justifiés que ceux relatifs au retrait de l'agrément. Cette décision est prise par le ministre.

Art. 24. - L'agrément accordé dans les conditions prévues à l'article 3 peut être retiré par une décision prise dans les mêmes formes, notamment dans les cas suivants :

1. - lorsque des irrégularités graves sont constatées dans le fonctionnement ou la gestion des projets et programmes;
2. - lorsque les activités de l'ONG ne correspondent plus aux buts et objectifs définis par ses statuts;
3. - en cas de violation flagrante des dispositions de l'article 2

Art. 25. - L'ONG dispose d'un délai d'un (1) mois, à compter de la date de notification de la mise en demeure pour présenter ses observations écrites.

Chapitre IX. - Sanctions fiscales

Art. 26. - Tout détournement de destination des matériels, matériaux et équipements exonérés donne lieu à l'application de sanctions prévues au Code général des Impôts et au Code des Douanes.

Chapitre X. - Dispositions diverses et transitoires

Art. 27. - Les ONG étrangères doivent favoriser en priorité, l'emploi des ressources humaines locales, leur formation et leur perfectionnement dans la perspective d'assurer la relève.

Art. 28. - Chaque ONG agréée dans les conditions fixées à l'article 8, peut s'associer avec d'autres ONG, en vue d'assurer la coordination de leurs activités dans un ou plusieurs organismes de même forme juridique.

Ces organismes peuvent être reconnus par l'Etat comme interlocuteurs, pour la mise en oeuvre de sa politique vis à vis des ONG.

Art. 29. - Sous réserve des dispositions générales relatives aux associations, les modifications apportées aux statuts, à la composition des organes de direction et de leur adresse au Sénégal, sont apportées à la connaissance du Ministère chargé de la tutelle des ONG dans un délai de deux (2) mois.

Art. 30. - Les ONG agréées par d'autres formes de dispositions réglementaires que celles prévues dans le présent décret, conservent le bénéfice de leur statut.

Elles disposent d'un délai d'un (1) an à partir de l'entrée en vigueur du présent décret pour se faire délivrer un arrêté d'agrément.

Art. 31. - Les avantages particuliers accordés dans le cadre des dispositions antérieures à l'entrée en vigueur du présent décret restent maintenus jusqu'à leur délai d'expiration.

Art. 32. - Lorsque la constatation est faite que l'ONG a cessé toute activité au Sénégal, ou lorsque l'ONG et le Gouvernement décident ensemble après un préavis de six (6) mois de mettre un terme à l'accord qui les lie, l'annulation de l'agrément sera consacrée par une décision prise dans les mêmes formes définies à l'article 8.

Art. 33. - Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 34. - Le Ministre de l'Economie des Finances et du Plan, le Ministre de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar le 8 février 1996.

Abdou DIOUF.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Habib THIAM

PARTIE NON OFFICIELLE

Conservation de la Propriété et des droits fonciers

Bureau de Dakar

AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire à Dakar le 23 octobre 1995.

Suivant réquisition, n° 8217, déposée le 23 octobre 1995 le Receveur des Domaines de Dakar, demeurant et domicilié au Bloc fiscal, rue de Thiong x Vincens à Dakar agissant au nom et pour le compte de l'Etat sénégalais en vertu du décret n° 95-133 en date du 8 février 1995 a demandé l'immatriculation au livre foncier de Dakar et Gorée d'un immeuble, consistant en un terrain nu d'une contenance totale de 1250 mètres carrés situé à Sacré-Coeur et borné au Nord, au Sud et à l'Ouest par des terrains non immatriculés et à l'Est par le titre foncier n° 7593, D.G..

Il a déclaré :

1° que ledit immeuble appartient à l'Etat sénégalais comme dépendant du Domaine national par l'effet des dispositions de la loi n° 64-46 du 17 juin 1964, et pour avoir fait l'objet de la procédure prévue au titre II du décret n° 64-593 du 30 juin 1964 ainsi qu'il résulte du décret n° 95-133 du 8 février 1995.

2° que ledit immeuble n'est à sa connaissance grevé d'aucuns droits réels, charges actuels ou éventuels.

Le Conservateur de la Propriété foncière

Magaye THIAM.